

Quelques éléments de bilan et de perspective

Ferry ne pourra pourtant pas faire passer sa réforme sans la participation au « *dialogue social* » des syndicats étudiants, et en premier lieu l'UNEF. La preuve, c'est qu'en mai 2003, Ferry a dû précipitamment reporter la présentation de son projet de loi de peur que la grève ne se développe à l'Université parallèlement à la mobilisation contre les retraites. Durant l'été, de nouvelles attaques ont eu lieu contre les étudiants. Le gouvernement a publié deux décrets diminuant les allocations logement (de 500 pour les étudiants actifs de moins de 25 ans et de 1000 par an pour les étudiants vivant en couple). Mais aussitôt, l'UNEF exigeant le retrait de ces mesures, le ministre Ferry doit annoncer alors qu'il suspend les décrets.

Pourtant, cela n'empêche pas l'UNEF de « *prendre acte* » du redémarrage de la « *concertation* » sur le projet de loi Ferry, en dénonçant le « *passage en force* », plutôt que d'exiger son « *retrait* » pur et simple (comme si on pouvait négocier la future privatisation des universités !). Et alors que le gouvernement avait tenté de diminuer les allocations logements des étudiants, la voilà qui réclame et obtient une « *table ronde sur l'accompagnement social des étudiants* » (un rapport doit être remis fin novembre), comme si le gouvernement avait la moindre intention en ce domaine : le budget 2004 taille massivement dans le budget de la recherche et du logement !

Face à ce gouvernement ultra-réactionnaire, face à sa nouvelle réforme donnant les moyens d'une future privatisation des universités, une seule exigence immédiate adressée aux dirigeants syndicaux et en particulier de l'UNEF :

**Aucune négociation ou concertation sur les projets réactionnaires du
gouvernement !**

Prononcez vous pour leur retrait !